

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 12

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

Supprimer les paragraphes 2 et 4.

1. L'Union dispose d'une compétence partagée avec les Etats membres lorsque la Constitution lui attribue une compétence qui ne relève pas des domaines visés aux articles 11 et 15.
- ~~2. L'étendue des compétences partagées de l'Union est déterminée par les dispositions de la Partie II.~~
3. Lorsque l'Union n'a pas exercé ou cesse d'exercer sa compétence dans un domaine de compétence partagée, les Etats membres peuvent exercer la leur.
- ~~4. Les compétences partagées entre l'Union et les Etats membres s'appliquent aux principaux domaines suivants :
 - ~~— le marché intérieur~~
 - ~~— l'espace de liberté, de sécurité et de justice~~
 - ~~— l'agriculture et la pêche~~
 - ~~— les transports,~~
 - ~~— les réseaux transeuropéens~~
 - ~~— l'énergie~~
 - ~~— la politique sociale~~
 - ~~— la cohésion économique et sociale~~
 - ~~— l'environnement~~
 - ~~— la santé publique, et~~
 - ~~— la protection des consommateurs.~~~~
5. Dans les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace, l'Union a une compétence pour mener des actions, notamment la mise en œuvre de programmes, sans que l'exercice de cette compétence puisse avoir pour effet d'interdire aux Etats membres d'exercer les leurs.

6. Dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, l'Union a une compétence pour entreprendre des actions et pour mener une politique commune, sans que l'exercice de cette compétence puisse avoir pour effet d'interdire aux Etats membres d'exercer les leurs.

Explication éventuelle :

Paragraphe 2 : le paragraphe 2 ne vaut pas seulement pour les compétences partagées mais pour toutes les catégories de compétences. S'agissant d'une application du principe d'attribution, cette disposition devrait figurer de manière générale à l'article 9 §1^{er}.

Paragraphe 4 : Le paragraphe 4 dresse une liste des compétences qui n'est qu'exemplative. Cette liste ne peut dès lors que prêter à confusion. Une telle liste illustrative, si elle peut se justifier dans un manuel de vulgarisation, n'a pas sa place dans une Constitution. La liste des compétences partagées étant en vertu du paragraphe 1^{er} une catégorie résiduelle, il n'est en outre pas nécessaire d'énumérer ces compétences.